Deux socialismes

Le Droit social

26 février – 16 avril 1882

Table des matières

I. **4**

II. **6**

III. **8**

Au commencement de la campagne socialiste actuelle, chaque fois qu'une conférence ou un article de journal portait le titre que nous venons d'écrire en tête de ces quelques lignes, cela indiquait que l'orateur ou l'écrivain allait examiner les deux solutions proposées, alors, pour résoudre la question sociale, la solution réformiste ou pacifique, et la solution révolutionnaire. Aujourd'hui, cela veut dire tout autre chose ; les événements ont surgi et ont déterminé dans les idées comme chez les hommes, une évolution qui ne permet plus maintenant de refuser sérieusement l'hypothèse d'une transformation pacifique de l'organisation sociale, aussi le débat est-il plus restreint, le combat plus vif, la lutte plus ardente, car c'est dans le camp révolutionnaire même qu'elle a lieu, entre les partisans de l'autorité, — disons le mot, de la dictature, — d'un côté, et les amis de la liberté, les défenseurs de l'indépendance, de l'autre ; entre ceux qui croient que la révolution sera l'œuvre d'une autorité quelconque, — élue ou non, — et ceux qui sont assurés qu'elle ne sera que l'œuvre de la masse exploitée, se débarrassant une bonne fois pour toutes de ses oppresseurs politiques et économiques, et fondant sur les ruines du vieux monde, — mais sans en conserver une seule parcelle, — une société toute faite de liberté et de justice.

Exposer, — aussi clairement et aussi exactement que possible, — ces deux théories en présence, y chercher sans autre guide que la méthode expérimentale, la solution la plus conforme aux intérêts des travailleurs, tel est donc le but que nous nous sommes proposé d'atteindre en entreprenant cette étude.

I.

À tout seigneur tout honneur, et puisque les autoritaires sont les premiers en date, c'est par eux que nous commencerons.

Tout d'abord, et afin d'étayer leur théorie, les autoritaires constatent que l'organisation actuelle fonctionne exclusivement au profit de ceux qui détiennent la propriété, — que cette propriété affecte la forme terrienne, la forme industrielle ou la forme commerciale, — en un mot que les bourgeois peuvent reprendre pour leur compte — et avec plus de vérité, — le mot que M^{me} Flacan mettait dans la bouche du peuple en 1848 : « c'est nous qui sommes les princes ! »

Et en effet, disent-ils, rien de plus exact ; n'est libre, dans la société actuelle, — c'est-à-dire ne « vit » dans le sens le plus complet du mot, — que celui qui possède assez de capital pour subsister sans être obligé de vendre sa force de travail ; à celui-là seul la satisfaction de tous ses besoins ; à celui-là seul la possibilité d'atteindre, sur le globe, le but que toutes les religions ont relégué, dans des sphères plus ou moins exhulterrestres, c'est-à-dire de jouir ; à celui-là seul aussi le pouvoir d'imposer à ses semblables organiquement une servitude auprès de laquelle l'esclavage, vanté par Aristote n'est que jeu d'enfant ; à celui-là seul, au surplus, tout le profit de la sécurité créée par l'ensemble des forces qui composent l'État, législature, armée, police, magistrature, administration, etc., etc.

En face de cette situation, que faire ?

Récriminer contre les abus, crier haro sur le capital et les capitalistes, battre la générale de la faim prolétarienne sur le ventre de la pléthore bourgeoise, c'est quelque chose, mais ce n'est pas assez. La théorie ne suffit pas, et l'homme ne vit que de pratique. Pratiquons donc.

Puisque la machine gouvernementale a été inventée par la bourgeoisie pour maintenir des privilèges, que c'est dans ce but qu'elle l'a modifiée et la perfectionne même chaque jour, et que toutes ses portions, toutes ses « couches » de politiciens ne se distinguent entre elles que par leur plus ou moins d'habileté à transformer, suivant les circonstances et les évènements, la forme apparente de cette machine, sans rien changer au fond, pourquoi le peuple, le prolétariat ne s'en emparerait-il pas, afin de la faire fonctionner à son profit exclusif, dans son « intérêt de classe », pourquoi n'en prendrait-il pas à son tour la direction, afin de réaliser sa « mission historique », et de substituer à l'exploitation capitaliste, — faite au profit de quelques-uns et aux dépens du plus grand nombre, — l'exploitation socialiste, — faite au profit de tous ?

Poser cette question, c'est aux yeux des autoritaires — la résoudre immédiatement[1]. Du moment qu'il existe un organisme qui fonctionne et qui produit le bien-être et la sécurité pour la classe qui le possède, il est évident qu'il suffira à la classe dépossédée de faire main basse sur cet organisme pour être, — sinon sauvée, — au moins en état de se sauver par la possibilité qu'elle aura alors d'accomplir ce qu'elle regarde comme la condition nécessaire et indispensable — nous allions dire suffisante — de son salut : la socialisation des moyens de production et de circulation.

1. Le parti ouvrier maître de l'État, c'est l'État retourné ; de complice qu'il est des spéculations homicides de la minorité capitaliste, transformé en collaborateur, en instrument tout puissant de l'émancipation de la majorité prolétarienne. (JULES GUESDE, *Égalité* (3^{e} série), n°4, 19 février 1882.) [Note de l'original.]

Aussitôt cette théorie élaborée, étudiée et acceptée, on se met à l'œuvre ; on organise partout des groupes de propagande et d'action, se reliant à des centres établis en certaines villes choisies par les initiateurs du mouvement qui — alors — lancent un mot d'ordre répondant parfaitement à leurs aspirations : la participation *effective* à l'action électorale, c'est-à-dire l'entrée en lutte contre les divers éléments bourgeois, — sans distinction de nuances politiques, — du parti des travailleurs, du « parti ouvrier ».

Point n'est permis ici d'indiquer la scission qui se produit dans la pratique, — nous exposons une théorie ; point n'est besoin de nous inquiéter des opinions diverses à ce sujet, — nous n'avons à voir que celle qui se maintient dans la logique et ne dévie pas de la ligne droite, c'est-à-dire celle qui soutient comme nécessité d'une lutte électorale de ce genre, l'adoption d'un programme unique, — où le parti trace les revendications des travailleurs qu'il veut amener à lui et ranger sous son drapeau, — et qui combat, *par tous les moyens*, — une organisation où la part faite, — aujourd'hui, — à l'autonomie des groupes, — demain à celle des individus, — briserait certainement le faisceau des forces dont la réunion intime est au contraire indispensable pour monter — électoralement — à l'assaut du pouvoir politique qui fait le plus bel ornement de la *société bourgeoise.*

Mais cela, ce n'est que le présent, et il importe, pour compléter l'exposé, de faire connaître ce que le parti ainsi constitué fera dans l'avenir, comment il entend, en un mot, accomplir la Révolution.

Ici l'idée, pour être tout hypothétique et n'avoir — de plus — jamais été complètement exposée, n'en est ni moins saisissable, ni moins compréhensible. Le peuple, la masse des travailleurs, habituée par la lutte électorale à désigner ses représentants, leur confiera évidemment la direction de la Révolution ; ceux-ci devront alors accomplir les réformes que la bourgeoisie aura laissées à l'état de projets irréalisés, et, par conséquent, procéder à l'expropriation pure et simple des bourgeois, qu'au besoin, on flanquera en prison, s'ils ne trouvent pas la chose de leur goût.

Voilà toute la méthode autoritaire ; nous exposerons prochainement celle qui lui est opposée, et qu'on nomme communément la méthode anarchiste. Il ne nous restera plus ensuite qu'à conclure et nous croyons d'ailleurs assez connaître les lecteurs du *Droit Social* pour affirmer d'avance que leur hésitation entre les deux méthodes ne sera pas de longue durée.

II.

Nous avons vu dans un précédent article [1] que les autoritaires entendent se servir des forces de l'État pour dompter la bourgeoisie et introniser le règne de la « justice sociale ». Nous allons examiner maintenant la théorie anarchiste, qui conclut au contraire à la destruction de l'État, sur le terrain politique, et sur le terrain économique, — qui ne nous occupe point en ce moment — à la suppression de la propriété. Notre tâche sera d'ailleurs rendue facile par la récente publication que vient de faire le Groupe parisien de propagande anarchiste où se trouvent condensées toutes les idées anti-autoritaires [2].

Après avoir fait tout d'abord les mêmes constatations que les autoritaires, les anarchistes en tirent des conclusions diamétralement opposées ; au lieu de prétendre employer les rouages gouvernementaux à l'œuvre de l'émancipation humaine, ils affirment — et ils démontrent — que c'est précisément à ces rouages, qui, en leur qualité de garantie de l'ordre capitaliste, permettent son existence et assurent sa domination, qu'il faut s'attaquer, que ce sont eux surtout qu'il faut ranger parmi les « destructions nécessaires ».

Ils démontrent que rien ne sera fait tant qu'il y aura un gouvernement, qu'il s'appelle monarchie ou république, qu'il soit de droit divin ou de droit populaire, parce qu'il sera toujours fauteur d'esclavage, de misère et d'ignorance ; que, par conséquent, tant qu'il existera un pouvoir — fût-il exclusivement ouvrier, — la révolution ne sera pas terminée, elle sera au contraire, si l'on n'y prend garde, bel et bien escamotée au profit d'une « aristocratie au rabais » qui, pour remplacer la religion par la science, n'en sera que plus dangereuse et plus exécrable.

Cette haine du gouvernement, que professent les anarchistes, est d'ailleurs suffisamment justifiée par les faits de tous les jours, — par l'intervention des troupes dans les grèves ouvrières, leur inaction dans les grèves patronales — témoin Bessèges et Roanne ; — par l'entrave policière mise à des manifestations aussi pacifiques — pour ne pas dire plus — que celle du 8 janvier dernier, sur la tombe de Blanqui ; — par les condamnations prononcées par les magistrats contre des manifestants anodins, aujourd'hui contre des grévistes assez naïfs pour craindre d'arrêter un ventilateur ; ils la justifient cette haine, en un mot, par la mise au service des intérêts capitalistes de tout ce qui compose les forces de l'État : armée, police, magistrature, en Europe comme en Afrique, en France comme à Tunis.

Mais ce n'est pas là tout ce que pensent et disent les anarchistes, et, pour ne pas nous attarder à leurs théories économiques, puisque nous avons passé sous silence — à dessein — celle des autoritaires, nous constaterons simplement qu'ils se déclarent communistes, c'est-à-dire adversaires absolus de l'idée et du fait de propriété, quelque forme qu'elle revête, et nous passerons immédiatement à l'examen de leurs moyens de propagande.

Quoiqu'on ne semble pas toujours s'en apercevoir dans le camp de leurs adversaires de toutes nuances, — bourgeois et socialistes autoritaires, — les anarchistes suivent, maintenant du moins, une ligne de conduite absolument conforme à leurs idées, à leurs théories.

1. Voir le *Droit Social*, n°3.

2. Les citoyens qui désireraient se procurer des exemplaires de cette publication intitulée *l'Anarchie*, peuvent s'adresser à Paris aux adresses suivantes : Eugène Baillet, boulevard d'Italie, 145. Gustave Faliès, avenue des Gobelins, 18. Émile Gautier, rue Monge, 101.

Ennemis de l'État, ils prêchent contre lui la révolte de toutes les façons et ils engagent tous ceux qui ont quelque souci de leur dignité à entrer en lutte ouverte contre lui par ce qu'on a appelé la « propagande par le fait ».

C'est contre lui qu'ils organisent la grève des électeurs fatigués de l'exercice de ce droit mystificateur du suffrage universel.

C'est contre lui qu'ils entendent faire la grève des contribuables, comprenant enfin qu'il n'y a qu'un moyen de couper les vivres aux budgétivores : le refus de l'impôt.

C'est contre lui qu'ils veulent soulever le paysan écrasé d'hypothèques, dévoré par l'usure, pressuré par le maître et réduit à n'être plus qu'un propriétaire nominal.

C'est contre lui qu'ils voudraient voir se former une immense ligue de tous les exploités, de tous les misérables, de tous les parias, de ceux qui manient l'outil comme de ceux qui conduisent la charrue, de ceux qui s'étiolent dans les casernes capitalistes, comme de ceux qui meurent de faim sur le champ arrosé de leurs sueurs.

C'est contre lui, en un mot, qu'ils entendent diriger tous les efforts, toutes les énergies, dépensées jusqu'ici en pure perte dans la besogne puérile et décevante de l'organisation d'un parti politique distinct et qu'ils voudraient voir, dans ce but, se former partout des centres de résistance, qui bientôt, pour nous servir de l'expression d'un des orateurs anarchistes, « enserreraient l'organisation dans un réseau de fer » d'où elle ne sortirait que broyée et prête à laisser la place à une société qui, basée tout entière sur la justice, assurerait à chaque être humain la satisfaction de tous ses besoins, en même temps que le développement complet de toutes ses facultés — matérielles et morales.

Mais pour arriver à ce résultat, il faut nécessairement un bouleversement, une révolution, et ici encore les anarchistes se séparent des autoritaires. À l'encontre de ceux-ci, qui entendent limiter l'œuvre révolutionnaire, lui imposer des bornes — hors desquelles il n'y aura pas de salut, — les anarchistes ne voient dans la Révolution qu'un déchaînement des passions populaires, qu'un immense soulèvement des masses exploitées, s'emparant directement et non par l'intermédiaire d'un gouvernement ou d'une dictature de classe, des richesses publiques, et les mettant — par cela même — à la disposition de tous, sans règlementation d'aucune sorte, sans pouvoir répartiteur, sans organisation gouvernementale.

C'est là le but des anarchistes, et, pour n'être pas accepté de tous, il n'en est pas moins très explicite, très compréhensible, disons plus, très réalisable.

C'est d'ailleurs à la démonstration de cette « réalisabilité » que nous consacrerons la troisième et dernière partie de cette étude en même temps que nous chercherons à déterminer la ligne de conduite que l'expérience nous indique et dont les faits nous donnent tous les jours une démonstration suffisamment concluante.

III.

Maintenant que nous avons spécifié ces deux théories en présence, il ne nous reste plus qu'à les passer toutes deux au crible de la critique et à en conclure, c'est-à-dire à indiquer celle qui nous semble la plus conforme aux intérêts populaires. Mais, pour tirer cette conclusion, il nous faut évidemment une base, un critérium et c'est ce qui nous amène à examiner quel est le but véritable de la transformation sociale à la veille de s'accomplir.

La tâche est d'ailleurs fort simple, il suffit de se reporter vers les révolutions passées et de voir quel esprit animait leurs auteurs pour connaître d'une façon aussi précise que possible le but qu'ils s'étaient donné, la tâche qu'ils avaient à cœur d'accomplir. Nul ne nie plus maintenant que toutes les révolutions ont été faites par des hommes mécontents de leur position et essayant, en mettant la force de leur côté, de s'en créer une autre plus satisfaisante ; nul ne niera non plus que le but des révolutionnaires d'hier ne soit aussi celui des révolutionnaires d'aujourd'hui, comme il sera fatalement celui des révolutionnaires de demain.

En effet, l'homme quel qu'il soit, a pour loi naturelle, pour conduite normale de chercher partout le mieux-être. C'est à cela que tendent tous ses efforts, et il serait vraiment extraordinaire que ces explosions formidables qui s'appellent les révolutions ne fussent pas les manifestations extérieures et tangibles de cet état des esprits.

Eh bien ! puisque ça a été là le but évident de toutes les révolutions on ne peut certainement pas supposer — même un seul instant — que la révolution de demain échappe à la loi commune et soit faite pour toute autre cause. Il nous faut donc rechercher comment les deux méthodes révolutionnaires que nous avons examinées satisfont à cette condition inéluctable, c'est-à-dire comment elles réalisent matériellement le bien-être, le bonheur de l'être humain.

Dans une société autoritaire, l'homme n'est jamais qu'une molécule sociale qu'une partie du Grand-Tout, et à ce titre on ne lui confère que certaines prérogatives, on ne lui accorde que certains droits, on lui enseigne qu'il doit accepter ce que la majorité décide, que cela lui semble contraire ou non à son intérêt individuel et on lui dit : comme dit Rousseau — car les autoritaires retardent d'un siècle — « S'il est expédient à l'État que tu meures, il faut mourir. » On lui apprend qu'il doit y avoir des autorités veillant à ses besoins [1] ; qu'il doit exécuter tous leurs ordres, sauf pour lui à subir tous les désagréments d'une révolte contre l'ordre de choses établi, en d'autres termes d'être traité par les révolutionnaires de la veille comme il avait été traité par les bourgeois qu'ils ont remplacés. On comprend facilement que, de cette façon, le bonheur de l'individu ne soit pas absolument complet et même qu'une société collectiviste ou communiste — les deux se valent — établie sur des bases autoritaires constituerait un recul sur la société bourgeoise d'aujourd'hui. Le travailleur y serait plus enchaîné, plus esclave car il ne jouirait même pas du semblant de liberté qu'on est forcé de lui accorder maintenant et qui n'aurait plus de raison d'être alors, puisque tout serait réglé, compté, organisé. Et vraiment, si le milieu

1. Les administrations centrales, après avoir consulté (?) les besoins sociaux, fixeront la quantité de travail socialement requise de tout individu, et se chargeront en retour de pourvoir à tous ses besoins. (P. LAFARGUE, *Égalité* (3e série), n°8, 9 avril 1882.) [Note de l'original.]

corrupteur dans lequel nous sommes contraints de vivre n'expliquait bien d'autres anomalies et ne révélait bien d'autres phénomènes morbides, on serait tenté de se demander comment il peut se trouver des hommes assez osés pour quémander au peuple l'appui de coups de fusil en faveur de pareilles théories et de semblables doctrines.

Heureusement que toutes ces idées ne sont que rêvasseries sans importance et que jamais les hommes, fussent-ils corrompus jusqu'à la moëlle, n'accepteront pareille tyrannie, pareil despotisme. La preuve en est d'ailleurs dans les progrès incontestables et incontestés, de la théorie contraire de l'idée anarchiste.

Partout où les autoritaires mettent la contrainte les anarchistes placent la liberté, partout où les autoritaires parlent de joug à accepter, de contrainte à subir, les anarchistes parlent de révolte et de destruction, et ce n'est point assez qu'ils soient absolument opposés à la méthode de propagande même des autoritaires — nous avons nommé l'action électorale — ils s'en séparent encore sur la question du but, de l'idéal. Pour eux, l'individu est tout, il n'y a rien en dehors de lui, rien au-dessus, et si le mot individualité n'avait, aux temps où nous vivons, une signification si déplorable et si détournée de son véritable sens, les anarchistes auraient pu le prendre comme titre et comme drapeau. Il n'y a pas, en effet, pour eux d'intérêt social, il n'y a que des intérêts individuels, identiques ou non, c'est-à-dire se solidarisant ou se combattant. Il ne peut donc jamais leur venir à l'esprit d'indiquer à l'homme la place qu'il doit occuper, c'est à lui de la choisir, il ne peut entrer dans leur conception de la société future d'organiser le travail en définissant la besogne de chaque travailleur, c'est affaire aux intéressés directement, et, de même qu'au point de vue politique, les autoritaires sont obligés de conclure logiquement à la centralisation la plus complète du pouvoir, de même les anarchistes concluent, eux, tout aussi logiquement, non à l'émiettement, comme on le leur a fait dire trop souvent, mais à la destruction irrémédiable de tout pouvoir, quel qu'il soit.

Il appert donc de cette manière d'envisager les choses que dans une société anarchiste l'individu serait absolument libre, qu'il ne serait astreint à aucun devoir que ceux qu'il lui plairait de s'imposer et qu'il jouirait de tous les droits qui lui conviendrait de s'octroyer. Il est donc tout naturel qu'étant donné le but avoué de la révolution, sa destination incontestable, il serait plus qu'illogique, plus qu'absurde, pour nous comme pour les travailleurs, de coopérer à l'édification d'une société autoritaire ; autant vaudrait rester dans celle dont nous jouissons — je me trompe, qui jouit de nous, — car, somme toute, il suffit, pour y réussir, d'avoir un peu d'audace, un peu de vigueur et pas tant de préjugés, et ce n'est certainement pas chez les anarchistes que pareilles qualités font défaut.

Mais on ne démolit pas une société en la continuant, en lui empruntant ses moyens d'action essentiellement conservateurs, on ne la démolit, on ne la détruit qu'en refusant de s'associer à ses manifestations et de consacrer ainsi son droit d'existence ; on ne la démolit — surtout dans les masses — que par des faits patents, sensibles, et c'est pour cela que les anarchistes n'attendent de résultats véritables que de l'action révolutionnaire, de la propagande par le fait. Ils doivent donc se refuser (et c'est ici une idée toute personnelle) à entrer jamais en action commune avec ceux qui, à tout prendre, représentent, dans le socialisme, l'idée monarchique ; ils doivent se refuser à entrer en campagne avec eux et même n'avoir qu'une idée, qu'un objectif, les combattre, annihiler leur influence par tous les moyens possibles. Si au jour de la révolution, il existait encore de ces rêvasseurs de pouvoir et de ces amateurs de centralisation, il ne faudrait pas se faire scrupule de les coller au mur comme de vulgaires Clément Thomas et comme de simples Lecomte. Pour nous ce sont les ennemis les plus dangereux, au point de vue théorique, plus dangereux même que les bourgeois dont ils ne sont que les succédanés, car de ceux-ci on n'attend rien, puisqu'ils sont les privilégiés, tandis que des hommes du « parti ouvrier », comme on dit maintenant, on attend tout parcequ'ils ne sont encore rien.

Il faut donc, à cet égard, que les anarchistes cessent de faire alliance, même momentanée, sous prétexte de solidarité révolutionnaire, avec les collectivistes et les communistes autoritaires ; il leur importe, et il importe au succès de la révolution, que les distinctions soient bien tranchées, les démarcations bien nettes.

D'un côté, ceux qui veulent d'un gouvernement bourgeois ou ouvrier, de l'autre ceux qui ne veulent d'aucun pouvoir, pas plus, encore moins même, d'un pouvoir en blouse que d'un pouvoir en paletot.

D'un côté, ceux qui entendent conserver tout ou partie de l'ordre social actuel ; de l'autre ceux qui veulent tout détruire irrémédiablement et empêcher que rien ne se reconstitue de ce qui les gêne et les entrave aujourd'hui.

En un mot, d'un côté, les autoritaires de tout poil et de toute nuance, du blanc au rouge ; de l'autre, les adversaires de l'autorité, où qu'elle se trouve, les partisans de la liberté à outrance, les anarchistes.

La bataille révolutionnaire se livrera entre ces deux systèmes, entre ces deux méthodes, il importe donc de nous y préparer, de fourbir les armes, de les tenir prêtes à tout évènement et de nous souvenir à ce moment d'un mot qui, pour être d'un opportuniste d'aujourd'hui n'en est pas moins profondément juste : « On ne discute pas avec un adversaire, on le supprime. »

Bibliothèque anarchiste

Le Droit social
Deux socialismes
26 février – 16 avril 1882

extrait le 11 novembre 2026 d'*Archives autonomies*, tiré des n°3, 6 et 10 du *Droit social*
Le Droit social, publié à Lyon de février à juillet 1882, est le deuxième journal anarchiste de l'histoire de France. Cette étude, publiée en trois parties, est parue dans les n°3 (26 février 1882), 6 (19 mars 1882) et 10 (16 avril 1882) du *Droit social* ; elle est ici rassemblée en un seul texte.

bibliotheque-anarchiste.com